

Révoltes

5 mars 2006
Suppl au n° 9 de Révoltes

« La jeunesse est la flamme de la révolution prolétarienne » (Karl Liebknecht)

POUR UNE ORGANISATION RÉVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Pour imposer le retrait du CPE – par la manifestation centrale et la grève générale – il est nécessaire de combattre ce gouvernement

DEHORS CHIRAC, VILLEPIN et SARKOZY !

SANS ATTENDRE 2007 !

Depuis des semaines, la mobilisation est engagée pour imposer le retrait du Contrat première embauche.

Toutes les organisations de la jeunesse, toutes les organisations ouvrières (les syndicats, le PS, le PCF) ont été amenés à se prononcer immédiatement pour le retrait pur et simple du CPE. Mais le gouvernement a utilisé la procédure d'urgence, puis l'article 49 ter pour faire adopter dès février le projet à l'Assemblée nationale puis au Sénat.

Malgré trois défaites électorales, le gouvernement poursuit ses attaques.

Ce gouvernement est ultra minoritaire dans le pays, ainsi que l'ont montré les élections de mars 2004 (régionales et cantonales) puis celles de juin 2004 (européennes). Et le 29 mai 2005, Chirac a été battu à plate couture lors du référendum destiné à ratifier le projet constitutionnel sur l'Europe. Le « non » a vaincu, alors même que Chirac avait convoqué ce référendum pour tenter de surmonter sa défaite de 2004 et pour essayer de se refaire plébisciter.

La jeunesse et la population laborieuse veulent en finir avec toute cette politique de défense du capitalisme ; elles veulent en finir au plus vite avec ce gouvernement. Or, celui-ci poursuit ses attaques contre les acquis sociaux, renforce les mesures policières : le Contrat de première embauche apparaît six mois après le contrat de nouvelle embauche réservé aux entreprises de moins de vingt salariés. Dans les deux cas, deux ans durant, on peut être licencié sans motif.

Comment vaincre le gouvernement ?

Ce qui permet à ce gouvernement de poursuivre l'offensive, c'est qu'aucun dirigeant du PS ou du PCF, aucun dirigeant des confédérations syndicales n'a exigé que Chirac s'en aille : ni en 2004, ni au soir du 29 mai 2005. Au contraire, François Hollande et MG Buffet n'ont cessé de répéter : « Chirac restera en place jusqu'en 2007 ». C'était donner un feu vert à Chirac. Si le gouvernement n'est pas menacé dans son existence, tout lui est permis.

Et aujourd'hui, ni Hollande ni Buffet n'appellent davantage au départ de Chirac, immédiatement. Or, une telle déclaration serait un immense encouragement à la mobilisation : **une telle perspective politique donnerait une forte impulsion à la grève générale nécessaire pour infliger une défaite au gouvernement.** Mais c'est justement une telle mobilisation qu'ils redoutent. C'est pour cela que les dirigeants syndicaux freinent la mobilisation depuis janvier. C'est pour cela que les dirigeants du PS et du PCF font des « contre propositions » alors que leur responsabilité, c'est d'exiger : **un seul contrat pour tous ! Le CDI, c'est le minimum ! À bas le CPE, à bas le CNE !** Et c'est d'organiser, sur cette orientation une gigantesque manifestation à l'Assemblée nationale, contre la majorité UMP-UDF.

Que les dirigeants de l'UNEF et des organisations de la jeunesse se prononcent pour le départ immédiat de Chirac et de l'ensemble de son gouvernement. Qu'ils s'adressent aux dirigeants du PS, du PCF et des confédérations syndicales pour l'organisation commune d'une manifestation centrale sur le mot d'ordre : pour l'abrogation du CPE, dehors Chirac, Villepin et Sarkozy sans attendre 2007 !

Une alternative existe.

Des bureaucrates syndicaux répondent « on ne peut appeler à chasser Chirac parce qu'il n'y a pas d'alternative ». MG Buffet dit : « l'alternative n'est pas prête ».

Mensonges ! En 2004, en mars puis en juin, par leur vote massif en faveur des candidats du PS et du PCF (et des listes dirigées par le PS et le PCF) les travailleurs ont montré qu'une alternative immédiate est possible : un gouvernement du PS et du PCF sans Chirac ni organisation bourgeoise.

« Mais le PS et le PCF ne le veulent pas », diront certains ; « mais on ne les changera pas » vont répondre d'autres.

Alors, c'est une nouvelle organisation, un nouveau parti qu'il faut construire.

Ce que veut Révoltes : construire une Organisation révolutionnaire de la jeunesse, une organisation qui combatte pour en finir avec le capitalisme. C'est parce que nous avons cet objectif que Révoltes milite pour l'unité de toutes les organisations ouvrières et de la jeunesse, ce qui inclut que Révoltes se prononce – sur le plan gouvernemental – pour un mot d'ordre transitoire : un gouvernement des seuls partis ouvriers sans Chirac ni ministre d'organisations bourgeoises.